L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE ET [illegible] CONSEIL GÉNÉRAL — NOUVELLE [illegible] MATIN, 6 FÉVRIER 1850.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE,
No. 83, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS :
MERCREDI MATIN, 6 FÉVRIER.

TRAVAUX DE LA LEGISLATURE.

Voici déjà plus de deux semaines que la législature siége et l'époque de la clôture des Chambres arrivera rapidement. Celles-ci doivent se hâter de mettre à profit les soixante jours qui leur sont accordés par la Constitution et préparer l'Etat à traverser sans encombre la période biennale au bout de laquelle une nouvelle législature continuera l'œuvre de sa devancière.

Nombre de projets de loi ont déjà été présentés et référés aux comités permanents ou spéciaux à qui l'examen en est ordinairement confié. Tous ces projets ne nous sont pas connus, mais à en juger par les titres, ils ne le cèdent pas en importance aux mesures qui ont été décrétées jusqu'à ce moment. Nous voudrions les passer en revue et les analyser, mais nous n'en connaissons malheureusement que les principales dispositions.

Nous voyons avec plaisir que les chambres ont été saisies d'un projet pour la réorganisation de la charte de la Nouvelle-Orléans. Le système administratif de la ville est le plus vicieux qui existe aux Etats-Unis. Nulle part on ne dépense tant pour arriver à de si chétifs résultats. Le budjet de l'immense ville de New-York est à peine le double du nôtre, et Boston, la ville monumentale, l'Athènes des Etats-Unis, la cité artistique, la patrie des beaux-arts, s'administre largement avec la moitié de ce que nous dévorsons tous les ans. Nous en dirons de même de Baltimore et de Philadelphie.

Pourquoi la Nouvelle-Orléans aurait-elle en même temps le budjet le plus lourd et les avantages les plus minimes? Il est évident que notre système est vicieux et que l'administration municipale doit être saisie sur de nouvelles bases. L'impôt nous accable, et nos dettes, au lieu de s'éteindre, grossissent chaque jour. Plus on paie et plus il faut dépenser. C'est un gouffre où la richesse publique vient s'abîmer et qui se creuse à mesure qu'on le comble.

Nous avons dit que notre système administratif était vicieux : ce qui le prouve mieux que nous ne pourrions le faire à l'aide de chiffres et de statistiques, ce sont les résultats négatifs qui frappent les moins clairvoyants et qui les portent à demander la révision de nos codes municipaux.

Le remède au mal n'est peut être pas très facile à indiquer, car il est malaisé de sortir d'une mauvaise voie. Bon nombre de capitalistes et d'administrateurs croient que la réunion des municipalités ferait disparaître les abus les plus criants. Nous sommes un peu de leur avis. Les intérêts sont tellement fractionnés et morcelés dans le système qui nous régit, qu'il est impossible de rien entreprendre de vraiment utile et que les revenus publics sont gaspillés sans avantage pour les contribuables. Nous ne fondons rien pour l'avenir, nous ne pouvons songer qu'au présent.

La consolidation des municipalités aurait en outre l'avantage de simplifier l'administration et de la rendre moins couteuse. Au lieu d'avoir une triple série de fonctionnaires, nous n'en aurions qu'une seule. Nous aurions un bureau central de police et des postes dans les différentes parties de la ville.

Le rétablissement de l'ordre de choses existant avant 1836 ne serait cependant pas sans inconvénient. Il tuerait sans doute l'esprit de camaraderie qui paralyse les efforts de quelques-uns de nos mandataires, il mettrait fin aux petites intrigues qui perpétuent les abus, mais le ferait-il pas aussi renaître de déplorables rivalités et cet antagonisme dont la chose publique a tant souffert autrefois? Oui, si la sagesse de la Législature ne profitait de l'expérience du passé pour sauvegarder l'avenir. Il est facile, nous le croyons au moins, de prévenir le renouvellement des vieilles animosités en fondant l'administration municipale sur les bases adoptées par les législatures de la plupart des Etats. Pourquoi, par exemple, n'aurions-nous pas, comme le demande un correspondant dont nous publions plus loin l'article, deux conseils administratifs représentant l'un les habitants, suivant leur nombre, l'autre, la division territoriale, sans égard au chiffre de la population? Ce système répondrait à celui du Congrès et de nos législatures, et les intérêts de la minorité seraient efficacement protégés. Ces doubles Conseils existent dans presque toutes les villes de Nord et du Sud. Imitons leur exemple.

Il nous resterait d'autres mesures à discuter, mais nous sommes forcés d'en ajourner l'examen pour ne pas franchir les bornes qui nous sont imposées par l'abondance des annonces et des autres matières. Nous suivrons d'ailleurs la législature pas à pas dans ses travaux et nous examinerons les projets de lois les plus importans à mesure qu'ils seront présentés aux Chambres.

LOUIS T. CAIRE.—On a dû remarquer il y a deux jours dans nos colonnes, l'annonce de la mort de M. LOUIS T. CAIRE. Cet honorable citoyen a succombé à une maladie qui avait déjà plusieurs fois mis ses jours en péril et qui devait enfin, d'après le pronostic de la science, se terminer fatalement. M. Caire était le doyen des notaires de notre ville. Il laisse une de ces réputations d'honneur et de probité qui sont le plus bel héritage d'une famille et qui sont d'autant plus honorables qu'elles sont difficiles à conquérir et surtout à conserver. Loyal et intègre, sa mémoire restera pure de toute tache et pourra toujours être invoquée avec un légitime orgueil par ceux qui lui survivent. M. Caire portait dans l'exercice de ses délicates fonctions un zèle, une attention et une exactitude qui sont aujourd'hui des qualités rares et qui lui assurèrent le patronage du public. Des revers de fortune lui firent malheureusement perdre le fruit de ses veilles et de ses fatigues mais il ne faillit pas à sa tâche, et son courage grandissant avec l'infortune, il s'était remis au travail avec l'énergie de la jeunesse lorsque la mort est venu l'atteindre. La société a perdu en lui un membre utile et un fonctionnaire qu'il sera difficile de remplacer.

M. CLAY ET L'ESCLAVAGE.—Les journaux de St-Louis publient une dépêche télégraphique qui leur a été transmise de Washington et qui renferme le compte-rendu de la séance du Congrès du 29 janvier.

M. Clay a présenté au Sénat une série de résolutions sur la question territoriale. Ces résolutions portent 1o : que la Californie sera admise dans l'Union comme Etat; 2o que le Congrès s'abstiendra de décréter l'introduction ou la prohibition de l'esclavage dans les territoires; 3o que la frontière occidentale du Texas s'appuiera sur le Rio del Norte; 4o que le gouvernement fédéral propriera au Texas de payer les dettes contractées par cet Etat avant l'annexion et qui devaient être acquittées au moyen des revenus de la douane, pourvu que le Texas s'engage à se désister des droits qu'il peut avoir sur une partie du territoire du Nouveau Mexique; 5o qu'il ne convient pas d'abolir l'esclavage dans le district de Columbia, tant que cette institution continuera à exister dans le Maryland, sans le consentement de cet Etat et des habitans du district; 6o qu'une loi rigoureuse doit être passée pour obtenir l'extradition des esclaves qui se réfugient dans les Etats libres; 7o que le Congrès n'a pas le droit d'interdire le trafic des esclaves dans les Etats non libres et que ceux-ci ont seuls le pouvoir de décréter l'admission ou l'exclusion des esclaves des autres Etats.

M. CALHOUN — Une dépêche télégraphique transmise de Washington aux journaux de New-York, annonce que M. Calhoun est encore gravement indisposé, mais les appréhensions de ses amis commencent à se calmer. On a craint pendant toute une semaine qu'il ne succombât à la violence de la maladie, mais il y a résisté et aujourd'hui on peut compter sur une prochaine convalescence.

LE DRAME DE BOSTON.—Malgré le secret dont les délibérations du grand-jury devaient être enveloppées, les journaux de Boston prétendaient mille bruits sur les révélations qui auraient été faites. Suivant ces bruits, faux et absurdes pour la plupart, le professeur Webster serait tantôt innocent tantôt coupable. Il en accusé, on le sait, d'avoir brûlé le corps du docteur Parkman, après l'avoir assassiné, mais il était difficile de prouver cette circonstance horrible, bien qu'on ait trouvé des débris humains dans l'étuf. On assure aujourd'hui que les présomptions sont tellement graves qu'elles équivalent à une preuve manifeste. Toutes ces variations contradictoires n'ont trop peu d'importance pour mériter qu'on s'y arrête. Attendons le grand jour du jugement : la lumière se fera pour tout le monde.

Un journal de Boston rapporte, sans le confirmer cependant, le bruit que le grand-jury a été unanime pour le renvoi de l'accusé devant un tribunal criminel.

CONGRÈS.

SÉNAT, 28 *janvier*.—Plusieurs mémoires sont présentés ainsi qu'une résolution de la législature de New-York priant le Congrès de faire une concession de terres aux réfugiés hongrois.

L'ordre du jour appelle la suite de la délibération sur le bill relatif à l'extradition des esclaves fugitifs. M. Mason prend la parole en faveur du projet de loi. Il ne croit pas cependant que, la loi votée, les abus cessent. La Constitution fait aux Etats libres un devoir de rendre à qui de droit les esclaves fugitifs pris dans leurs limites. Le maître d'un esclave doit pouvoir pénétrer partout, dans une maison, dans un terrain vacant, dans un champ, pour reprendre possession de son bien. M. Mason espère que le bill passera, car une pareille loi est la seule qui puisse remplacer la violence par les voies pacifiques. Si le Congrès ne vote pas les mesures nécessaires, les Etats à esclaves devront songer à se protéger eux-mêmes et à exercer de justes représailles contre les Etats libres. Ceux-ci sont sensés de remplir les obligations qu'ils ont contractées; le Sud ne veut plus continuer à perdre et à être attaqué par une secte fanatique.

M. Seward annonce qu'il présentera un autre projet de loi pour remplacer celui dont M. Mason a pris la défense et qui remplira le même but.

M. Foote fait un discours plein de sarcasmes contre l'honorable Sénateur de New-York.

Seward répond au préopinant, puis le Sénat, après avoir siégé quelque temps à huis-clos, s'ajourne au lendemain.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANS.—M. Tuck présente un mémoire demandant que toutes les querelles internationales soient réglées par voie d'arbitrage et priant le gouvernement de convoquer un Congrès des Nations. Ce mémoire est référé au comité des affaires étrangères.

On présente une pétition demandant qu'un chemin de fer soit établi entre le Mississipi et l'Océan Pacifique et une autre pétition priant le Congrès de faire une concession de terres aux soldats de la guerre de 1812.

Un mémoire de la législature du Vermont demandant qu'un bureau d'agriculture soit établi, est référé au comité d'agriculture.

La Chambre s'ajourne.

(Communiqué.)

AUX HABITANS DE LA PREMIERE MUNICIPALITÉ.

Il est question depuis plusieurs jours, d'un projet de réunir les trois municipalités en une seule Corporation, comme avant 1836. Ce projet, présenté dans la 3de municipalité, et déjà l'on fait courir parmi nous une pétition adressée à la Législature et demandant la *consolidation*. Nous, habitans de la 1re municipalité, y apposerons-nous nos signatures?

Tout le monde est d'accord de reconnaître l'urgente nécessité d'un changement à l'ordre actuel des choses. Les exigences du fisc dans la 2de municipalité, les frais de l'édilité dans la 3e, et les mystérieuses figures du pouvoir dans la 3me, font concevoir pour l'avenir de la ville commune, des craintes sérieuses qu'une réorganisation fondamentale du système administratif actuel peut seul conjurer. Mais ce système est-il capable de réformer?

L'impossibilité d'arriver à cette réorganisation dans les trois municipalités, si on tentait de la réaliser divisément pour chacune d'elles, est sans doute le plus fort argument en faveur de la *consolidation*.

Deux raisons, toutefois, s'élèvent contre cette réunion des municipalités, qu'il ne faut pas perdre instantanément de vue. La 1re de ces deux raisons, c'est le danger, après la réunion, de ces rivalités de quartiers, de ces pâturages sectionnels, qui en 1836 amenèrent forcément la séparation de la ville; l'autre, c'est la crainte qu'il ne soit donné à la nouvelle ville, dès le début, une influence plus qu'une simple influence pour l'une des trois corporations.

Que chacun puisse sans tranquillité sur ces deux points, et nous n'hésiterons pas à appuyer le projet qu'on nous propose. A moins pourtant, qu'un meilleur remède ne puisse être trouvé et indiqué à la Législature pour guérir nos maux. Un même mode, un meilleur remède, tout-à-palliatif, également meilleur, conformant peut-être par la diversité de ses détails à des tracasseries, à des oppositions partielles; et l'expérience nous a montré que pour obtenir quelque chose de la majorité d'une assemblée, il faut que la ville soit à peu près unanime dans l'expression de sa demande. Or le projet actuel, par la soudaineté du but qu'il met en regard, est destiné à devenir plus que tenant compte de ces nobles et vigoureuses du roi. Mais Louis XVI n'avait que l'apparence de la fermeté. Un moment après l'avoir manifestée, il redevenait hésitant, timide.

Nous allons donc nous rassembler, avec cette adhésion, sur les deux objections indiquées plus haut :

1o. Danger des divisions intestines, que la réunion mettra notre, et que le mode de représentation actuelle, dans la 3me municipalité, perpétuera, en dominant des garanties au plus faible contre le plus fort, c'est-à-dire en protégeant la population la moins nombreuse contre l'influence et le despotisme des plus opulens.

2o. Par dessus tous, et avant tout, le risque de subir une répartition inique de la dette énorme, qui, contractée en quantités inégales par chacune, et, par conséquent, dont elle payée en portions inégales par les propriétaires de chacune, et qui incontestablement, si la 1re négligeait d'y pourvoir, l'avant sans différence prématurée sur le trésor commun, après la réunion effectuée dans la 3me municipalité. Voilà les deux principales raisons qui font hésiter à donner quelques raisons (assez faibles, soit dit en passant), pour appuyer la demande de réunion. Elle ne touche pas cependant à la plus difficultés intéressantes, difficultés dont la solution, convenue pour ainsi dire d'avance entre les trois corporations, semble être impérieusement exigée par l'intérêt bien entendu de la 1re Municipalité, qui ne pourra jamais avoir son concours au projet qu'à cette seule condition.

La 1re Municipalité pourrait encore se soustraire à l'épreuve qu'on voudrait faire d'un bon accord et d'une harmonie intelligente entre les trois sections de la ville. Mais elle ne pourrait se soustraire à l'impulsion unique d'auparavant part des charges et dettes de la 2me Municipalité. Or, la pétition qu'on nous présente ne fait aucune mention aux dettes municipales, le leur amortissement futur, aux revenus qui pourraient y être appliqués, et au jeu d'éventuelles taxes spéciales qu'il faudra l'frapper sur nous; pour les éteindre. Cette pétition cependant part de la 2me, où la question financière est la question vitale. Il faut donc que l'on compte sur la réunion pour la vider !

Les habitans de la 1re Municipalité ne doivent consentir à la réunion qu'à certaines conditions. Il serait très-téméraire imprudent de signer une pétition qui n'énoncerait aucune de ces conditions. La Législature ne refusera-t-elle pas en droit de supposer, vu cette grave omission, qu'elle peut espérer la *consolidation* financière, aussi bien qu'administrative ? Si telle le faisait, la faute en serait à nous, qui aurions pas demandé une chose autrement et différemment que nous ne le eût ons et l'entendons.

La pétition dont il s'agit, laissant dans l'ombre le règlement des dettes municipales, s'applique à démontrer que nous serions administrés à moins de frais, une fois réunis. Qui ne le sait ? Mais avant qu'on ne souscrivit à un personnel administratif dont les plus confiantes, à condition que l'argent employé aux améliorations rapporterait davantage, et la police nous protégerait mieux ? Tant que la vie sera plus chère dans la 1re municipalité qu'à New-York, la proportion des frais d'administration sera en faveur de cette dernière ville.

Quant aux ressources intellectuelles et matérielles qui résultent de l'unité pour l'achèvement des grands travaux publics, la diversité y serait toute tout d'abord; mais illusoire du passé, revenant à la traînoire, nous en fait sérieusement douter, à moins que nos conseils municipaux ne soient autrement constitués. Or, la pétition ne dit rien sur ce point.

Conclusion du [illegible] : Les habitans de la 1re Municipalité [illegible] ront au projet de réunion; mais ils ne [illegible] la demande à la Législature que par une [illegible] tion qui proclame et pose, comme condition [illegible] cette réunion:

1o. Qu'il y aura pour administrer la ville deux conseils, dont l'un aux choses sera constitué autrement que sur la base du chiffre de la population. A part la garantie qu'offrirait cette chambre ainsi constituée, contre les empiétements des districts plus peuplés, on peut espérer mieux de l'union avec force pour déjouer l'intrigue et le trafic que subissent parfois les Conseils Municipaux dont l'origine est due à de petites influences locales, et qu'elle rendrait en même temps une certaine indépendance aux fonctionnaires supérieurs, que l'accomplissement de leurs devoirs met souvent en collision avec les aldermen.

2o. Que le mode de répartition, tant de l'ancienne dette de la ville, que des dette nouvelles dûes par les Municipalités individuellement, sera conforme à l'équité, à savoir : la somme de l'ancienne corporation sera répartie, d'après la loi de 1836, sur la base des revenus de chaque Municipalité, et, pour éteindre les dettes nouvelles, chaque Municipalité paiera dans la proportion de sa dette particulière aux dettes de deux autres municipalités qu'elle versera au trésor. Ainsi ces dettes m-atant à environ cinq millions, suivant les deux récentes publiés, la 1ère paierait à peu près 2/10, la 2de 5/10 et la 3e 3/10. Prenant maintenant pour base définitive le terme moyen des deux ou trois dernières répartitions de la dette de l'ancienne corporation, nous trouverons cette autre proportion (en chiffres ronds) de 35/100 pour la 1ère, 55/100 pour la 2de et 10/100 pour la 3me, proportion qu'il serait facile de fondre dans la première indiquée plus haut pour l'amortissement des dettes municipales actuelles. Que la loi indique elle-même cette proportion et que la Conseil supérieur des aldermen investi du pouvoir d'imposer la propriété foncière dans chaque Municipalité suivant cette proportion, pour éteindre nos dettes progressivement, à l'intention de la ville *de* Secours dans [illegible] de, comme sans injustice.

Chronique Locale.

Un individu nommé William Vaneleve a été [illegible] hier devant le recorder Baldwin, sous la prévention d'avoir [illegible] la main [illegible] M. B. A. Steel et d'[illegible] une montre d'or de [illegible]. Ses intrigues ont [illegible]

Encouragement.—Wm. [illegible] de M. Brandi la remise [illegible] dix-huit piastres, et alle [illegible] été arrêté et conduit devant le [illegible] sera interrogé demain par [illegible].

Enquête.—Le coroner a fait la levée du corps de Wesley James, [illegible] dans [illegible] qu'il avait reçue à la [illegible]. Verdict en conséquence.

Accident.—En abattant [illegible] dans la rue Pontalba, rue Ste-Anne, [illegible] employés à la démolition, [illegible] fait; chacun [illegible].

—J'ai bonne [illegible] dans [illegible] fermer la porte de [illegible] j'avais deux oreillers en [illegible], je les remettrai.

—Le roi dépose ses ordres, et, en [illegible], jeta un dernier regard par la fenêtre.

—Comme fait, dit-il, d'un bien [illegible] cardinal, regardez.

Breteuil se leva, s'approcha de la fenêtre, et derrière le rideau aperçut M. de Rohan qui, en grand habit de cardinal et d'archevêque, se dirigeait vers l'appartement qui lui était destiné chaque fois qu'il venait officier solennellement à Versailles.

Le valet enfin arrivé, s'écria le roi en se levant.

—Tant mieux, dit M. de Breteuil, l'explication ne souffrira aucun délai.

—Et il va mit à renseigner le roi avec tout le zèle d'un homme qui en veut perdre un autre.

Un art infernal avait réuni dans son portefeuille tout ce qui pouvait accabler le cardinal. Le roi voyait bien s'entasser l'une sur l'autre les pièces de la conviction : rien ne lui échappait, ni la charte, des certificats de scrip seraient émis en conséquence après le — février.

Par ordre de la Direction :
FERDINAND STAGG, Secrétaire.
Agent à la Nouvelle-Orléans,
JAMES H SUYDAM,
74, rue Commune.
60fev

LA société DE POUILLY & Co., a été dissoute le 1er courant, les deux associés se servant du nom social pour la liquidation seulement. Les personnes qui ont des réclamations contre la dite société sont invitées à les faire valoir immédiatement, et celles qui doivent sont priées de payer dans les 30 jours suivans la présente publication, soit à leur bureau, soit entre les mains de H. Pilotin, leur collecteur.
DE POUILLY,
R.G. MUSGROVE.
5 fev—10

J. ETERNOD & Cie

Nos 8 & 10, RUE CONTI,
Magasin de Marchandises Sèches pour Planteurs et Marchands de la Campagne.

GRAND assortiment de marchandises sèches, anglaises, françaises et suisses, telle que colons écrus et blanes, cotonnades, indiennes, mousselines laine, jeconate et articles de fantaisie.

Vins et Liqueurs.

VINS de Bordeaux rouge et blanc en barriques et demi-barriques, Cognac en pipes, demi-pipes et quarts de pipes, des meilleures marques, kirsch et absinthe Russes, vin du Rhin, &c.

BILLARDS.

NEUFS ET D'OCCASION, garnitures de bandes en gomme élastique patentée, dite de France aussi de toutes espèces de reparations. On trouvera aussi toutes les fournitures, telle que, lainage, drap, [illegible], cuir, [illegible], colle, &c. Tous les articles à des prix très modérés. 5 fev—6m

Liquidation, vente au prix coutant.

NOTRE maison étant actuellement en liquidation et devant fermer notre magasin de détail No 50, rue Bienville, nous offrirons en bloc ou au détail notre entier assortiment de marchandises sèches, au prix coutant, comprenant tous les articles composant notre stock. Nous engageons donc toutes les personnes ayant besoin de nos articles d'indiennes à venir visiter notre assortiment avant de faire leurs achats autre part.

Nous avons aussi un assortiment de marchandises de printemps que nous vendrons au prix coutant, sans réserve, non pris servi flaire et au comptant seulement.

E. VALMONT & Co, No 50 rue du Canal,
5 fev près l'encoignure de l'allée de la Bourse

Enfant perdu.

DEPUIS le vendredi 1 février, mon petit garçon, PAUL, âgé de 4 ans, habillé d'une jaquette de flanelle bleue et d'une petite jaquette à carreaux rouge, il portait à la main un joli fouet. Il a disparu de chez moi, rue Conti, entre Chartres et Royale. Celui qui le ramènera chez moi, No 69, rue Conti, entre Chartres et Royale, recevra une bonne récompense.
D. JACQUET.
5 fev—3

PERDU le 1er février, un CHIEN d'arrêt de haute taille couleur pare, [illegible] Une récompense de 5 sera donnée à celui qui le ramènera à son maître, rue Bagatelle. No 46, entre Bons Enfans et Amour, ou rue du Camp, No 30.
56fev—3t

CONDUIT aux épaves No 307, rue Baronne, 2me arrondissement, une vache d'environ 15 mains et demie de haut [illegible] et étampes visibles.

Si cette vache n'est pas réclamée samedi 16 février elle sera vendue à l'encan par W. M. Degruy, encanteur.
5 fev—Bvendre. HENRY FORNO, capitaine.

FAYETTE FOUNDRY.
DAVID GRIFFEY, Propriétaire,
CINCINNATI (Ohio).

LES soussignés nomment agents de cette fonderie, pour la vente de ses produits :

Machines à vapeur,
Moulins à sucre,
Chaudières,
Blanchiers à dessécher,

Et en général pour toutes sortes d'ouvrages de fonderie qui seront garantis tout pour la qualité de l'ouvrage que pour celle des matériaux. Will Taft, ayant une expérience de vingt années dans la construction des machines pour sucreries, saprète pour donner la plus entière satisfaction. S'adresser à WM. TIFT, au Verandah,
23 dec—3m AUGUSTIN & THIBAUT.

LIGNE DE CUNARD.

D'AMÉRIQUE.

Europe, pour New-York..... le 26 Janvier
D'AMERIQUE.
Europe, de New-York..... le 20 Février

☞ L'attention des acheteurs est appelée sur une vente de citrons et d'oranges de Sicile qui sera faite aujourd'hui par Murphy & Nevius.

CONSULAT DE FRANCE.

AVIS MENSUEL.—FEVRIER 1850.

SONT invitées à se présenter à ce consulat, pour y affirmer qui les intéressent, les personnes dont les noms suivent :

Adams Richard,	Locher Pierre,
Ambroise Jean Bernard,	Lagrisson Pierre,
Bertin, jardinier,	Lehmann Isaac,
Bioin Charles,	Lelieter Charles,
Belhomme Hy, Léonard,	Mallet Célestin,
Baudin Louise,	Michel (de St Hypolit),
Cassac Anna,	Martini Florent,
Chevallier Paul,	Meighans O'Pyrne,
Curti Urbin Tréné,	Paimbeuf Xavier,
Chanoe Jean Claude,	Pellerin Auguste,
Dubois Jean Nicolas,	Parent Alexandre,
Espercieux Benoit,	Pastier Constant Magloir,
Etienne (Auguste),	Patience Jean,
Forest Martin,	Roisin Nicolas,
Ferré Jacques,	Ruelle François Denis,
Fourcaut Pierre,	Roche,
Fauvelle Antoinette (de)	Royer Pierre Casimir,
Guillon Gabriel,	Rayoux Auguste,
Garz Jean-Baptiste,	Schmitz François,
Gaudin Jean Pierre,	Surinez Pierre,
Hubert Jean,	Tridon Léon,
Hennin Charles François,	Vaudin Napoléon,
Kleiber Joseph,	Thorel Pierre,
Laurant Jean,	Vistard (Louis-Philippe),
	Vuillemont Charles.

La chancellerie du Consulat de France, située rue St. Pierre, entre Chartres et Royale, No 57, est ouverte tous les jours, des 9 heures du matin à trois heures de l'après-midi.

EN débarquement du navire Humboldt, venant de Havre,
100 caisses absinthe, marque Yersin & Lecoultre;
60 do do do Ed. Perard;
31 do do do Aug Leuba;
3 tonneaux fromage Gruyère véritables, v
vendre par J M CABALLERO,
6fev rue Dumaine, No 38

BOTTES, BROGUEQUINS, SOULIERS—176 caisses en déchargement des navires Tremont et Shermood, à vendre par
G. W. DUNBAR,
6 fev 39, rue Dauphine.

EAU DE VIE.—50 demi barils eau de vie Reparie 97 degrés.
25 1/2 do do do do 95 do
en dépôt, à vendre par P. CUSACHS,
6 fev Encoignure Condé et St-Philippe

VINS—4 barils d'excellent Madère.
2 barils do Thierry.
25 boites do 1827
en magasin et à vendre par P. CUSACHS,
6 fev Encoignure Condé et St-Philippe

HUIT MILLE PIASTRES seront prêtées pour le terme de six ans; l'intérêt payable annuellement. S'adresser à ERNEST MORPHY,
6 fev—3 Dorrier, Passage de la Bourse.

DROGUERIES—Reçu dernièrement—
50 k. fleurs de guimauve, 50 do coquelicot, 50 do violettes, 50 do mauve, 50 do bourrache, 800 do racine de guimauve, 25 do douce amère, 50 do de chiendent, 400 bouteilles pectorale de mon de veau. 150 do do de Regnault, 200 1/2 do do do 200 bouteilles oléxir Antigiveux, 300 do sirop de Bryant, 100 do de Lamothe, avec un grand assortiment d'essences et extraits choisis à vendre par P. CUSACHS,
6 fev Encoignure Condé et St-Philippe

Dix piastres de Récompense.

PARTIE marquée le 28 janvier dernier, le nègresse MARIE, Stephe ou Tréphanie, âgée d'environ 45 ans, taille 4 pieds 9 pouces, a pour habitude de se [illegible] dans les Municipalités. Elle [illegible] est sera parvenu à quiconque la logera dans une des geoles de la ville en prévenant M. B. St-Paul, avocat, rue Royale, entre Bienville et Conti. 6 fev—tf

Vermifuge Canadien de J. Timor & Co,
Dépôt chez F. A. BERTRAND,
Encoignure Royale et Bienville.

LA Louisiane est de toutes les pays, celui où l'affection vermineuse revêt les formes de plus variées et les plus graves ; et sans vouloir rattacher toutes les maladies d'enfance à cette cause unique, on peut dire que bien des convulsions, des dévoiements terminés par la mort, seraient mortellement compris évités à la rejeter... Il faut donc à tout prix expulser ces vers qui se produisent sous cette douloureuse influence, et pour atteindre à ce but employez le tube digestif, et pour atteindre à ce but employez le vermifuge de Wilson. C'est le seul qui réunisse les conditions suivantes d'être anthelmintique purgatif et tonique.

L'ENCOIGNEUR se sent associés pour exercer ensemble la profession d'Avocat.
MM. COHEN,
DAVID C. LABATT.
31, Rue Royale, entre Toulouse et St Louis.

CHANGEMENT A LA PLACE DE MAIRE.

Les [illegible] autorisés à annoncer l'honorable [illegible] candidat à la réélection [illegible]

[illegible] Maire.
Les Electeurs.

☞ Veuillez m'annoncer comme candidat à la première magistrature de la ville pour les élections d'avril prochain.
PETER L. JORR.
Ancien Lieutenant-Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

LA [illegible] des compagnies de pompiers de la [illegible] invitée à s'assembler à [illegible] ce soir, 7 courant, à 7 heures, pour [illegible] [illegible] [illegible] sur la convention [illegible] [illegible] [illegible] le 8 mars [illegible].
[illegible] O'FOOL, No 2
[illegible] PIROUE, No 1
[illegible] CARPENTER, No 3
[illegible] LANGLING, No 16
[illegible] MC CLELLAN, No 5
JOHN DUENE, No 4.
50fev

BANQUE DES CITOYENS DE LA LOUISIANE.

4 février 1850.

A UNE élection de trois directeurs, tenue aujourd'hui, les actionnaires, les personnes suivantes ont été élues pour l'année courante.
MM. A. F. ROMAN,
JAS. E. WIRAY,
DOMINIQUE BOULIGNY,
EUG. ROUSSEAU, Caissier.
5 fev

DIVIDENDE.

New-York, 21 janvier 1850.

LA Direction de la *Compagnie d'Assurance Mutuelle de Wall-street à New-York* a résolu aujourd'hui qu'un intérêt de 6 p. 0/0 sur le capital payé et un autre intérêt de six pour cent sur les scrips émis en 1849, seraient payés *sur* demande aux actionnaires ou à leurs représentans légaux. Il a été résolu en outre qu'un *Dividende de Quinze pour cent* provenant des bénéfices de la Compagnie, était déclaré en faveur des actionnaires et des assurés, et que suivant la charte, des certificats de scrip seraient émis en conséquence après le — février.
Par ordre de la Direction :
FERDINAND STAGG, Secrétaire.
Agent à la Nouvelle-Orléans,
JAMES H SUYDAM,
74, rue Commune.
60fev

LA société DE POUILLY & Co., a été dissoute le 1er courant, les deux associés se servant du nom social pour la liquidation seulement. Les personnes qui ont des réclamations contre la dite société sont invitées à les faire valoir immédiatement, et celles qui doivent sont priées de payer dans les 30 jours suivans la présente publication, soit à leur bureau, soit entre les mains de H. Pilotin, leur collecteur.
DE POUILLY,
R.G. MUSGROVE.
5 fev—10

J. ETERNOD & Cie

Nos 8 & 10, RUE CONTI,
Magasin de Marchandises Sèches pour Planteurs et Marchands de la Campagne.

GRAND assortiment de marchandises sèches, anglaises, françaises et suisses, telle que colons écrus et blanes, cotonnades, indiennes, mousselines laine, jeconate et articles de fantaisie.

Vins et Liqueurs.

VINS de Bordeaux rouge et blanc en barriques et demi-barriques, Cognac en pipes, demi-pipes et quarts de pipes, des meilleures marques, kirsch et absinthe Russes, vin du Rhin, &c.

BILLARDS.

NEUFS ET D'OCCASION, garnitures de bandes en gomme élastique patentée, dite de France aussi de toutes espèces de reparations. On trouvera aussi toutes les fournitures, telle que, lainage, drap, [illegible], cuir, [illegible], colle, &c. Tous les articles à des prix très modérés. 5 fev—6m

Liquidation, vente au prix coutant.

NOTRE maison étant actuellement en liquidation et devant fermer notre magasin de détail No 50, rue Bienville, nous offrirons en bloc ou au détail notre entier assortiment de marchandises sèches, au prix coutant, comprenant tous les articles composant notre stock. Nous engageons donc toutes les personnes ayant besoin de nos articles d'indiennes à venir visiter notre assortiment avant de faire leurs achats autre part.

Nous avons aussi un assortiment de marchandises de printemps que nous vendrons au prix coutant, sans réserve, non pris servi flaire et au comptant seulement.

E. VALMONT & Co, No 50 rue du Canal,
5 fev près l'encoignure de l'allée de la Bourse

Enfant perdu.

DEPUIS le vendredi 1 février, mon petit garçon, PAUL, âgé de 4 ans, habillé d'une jaquette de flanelle bleue et d'une petite jaquette à carreaux rouge, il portait à la main un joli fouet. Il a disparu de chez moi, rue Conti, entre Chartres et Royale. Celui qui le ramènera chez moi, No 69, rue Conti, entre Chartres et Royale, recevra une bonne récompense.
D. JACQUET.
5 fev—3

PERDU le 1er février, un CHIEN d'arrêt de haute taille couleur pare, [illegible] Une récompense de 5 sera donnée à celui qui le ramènera à son maître, rue Bagatelle. No 46, entre Bons Enfans et Amour, ou rue du Camp, No 30.
56fev—3t

CONDUIT aux épaves No 307, rue Baronne, 2me arrondissement, une vache d'environ 15 mains et demie de haut [illegible] et étampes visibles.

Si cette vache n'est pas réclamée samedi 16 février elle sera vendue à l'encan par W. M. Degruy, encanteur.
5 fev—Bvendre. HENRY FORNO, capitaine.

FAYETTE FOUNDRY.
DAVID GRIFFEY, Propriétaire,
CINCINNATI (Ohio).

LES soussignés nomment agents de cette fonderie, pour la vente de ses produits :

Machines à vapeur,
Moulins à sucre,
Chaudières,
Blanchiers à dessécher,

Et en général pour toutes sortes d'ouvrages de fonderie qui seront garantis tout pour la qualité de l'ouvrage que pour celle des matériaux. Will Taft, ayant une expérience de vingt années dans la construction des machines pour sucreries, saprète pour donner la plus entière satisfaction. S'adresser à WM. TIFT, au Verandah,
23 dec—3m AUGUSTIN & THIBAUT.

LIGNE DE CUNARD.

D'AMÉRIQUE.

Europe, pour New-York..... le 26 Janvier
D'AMERIQUE.
Europe, de New-York..... le 20 Février

☞ L'attention des acheteurs est appelée sur une vente de citrons et d'oranges de Sicile qui sera faite aujourd'hui par Murphy & Nevius.

CONSULAT DE FRANCE.

AVIS MENSUEL.—FEVRIER 1850.

SONT invitées à se présenter à ce consulat, pour y affirmer qui les intéressent, les personnes dont les noms suivent :

Adams Richard,	Locher Pierre,
Ambroise Jean Bernard,	Lagrisson Pierre,
Bertin, jardinier,	Lehmann Isaac,
Bioin Charles,	Lelieter Charles,
Belhomme Hy, Léonard,	Mallet Célestin,
Baudin Louise,	Michel (de St Hypolit),
Cassac Anna,	Martini Florent,
Chevallier Paul,	Meighans O'Pyrne,
Curti Urbin Tréné,	Paimbeuf Xavier,
Chanoe Jean Claude,	Pellerin Auguste,
Dubois Jean Nicolas,	Parent Alexandre,
Espercieux Benoit,	Pastier Constant Magloir,
Etienne (Auguste),	Patience Jean,
Forest Martin,	Roisin Nicolas,
Ferré Jacques,	Ruelle François Denis,
Fourcaut Pierre,	Roche,
Fauvelle Antoinette (de)	Royer Pierre Casimir,
Guillon Gabriel,	Rayoux Auguste,
Garz Jean-Baptiste,	Schmitz François,
Gaudin Jean Pierre,	Surinez Pierre,
Hubert Jean,	Tridon Léon,
Hennin Charles François,	Vaudin Napoléon,
Kleiber Joseph,	Thorel Pierre,
Laurant Jean,	Vistard (Louis-Philippe),
	Vuillemont Charles.

La chancellerie du Consulat de France, située rue St. Pierre, entre Chartres et Royale, No 57, est ouverte tous les jours, des 9 heures du matin à trois heures de l'après-midi.

EN débarquement du navire Humboldt, venant de Havre,
100 caisses absinthe, marque Yersin & Lecoultre;
60 do do do Ed. Perard;
31 do do do Aug Leuba;
3 tonneaux fromage Gruyère véritables, v
vendre par J M CABALLERO,
6fev rue Dumaine, No 38

BOTTES, BROGUEQUINS, SOULIERS—176 caisses en déchargement des navires Tremont et Shermood, à vendre par
G. W. DUNBAR,
6 fev 39, rue Dauphine.

EAU DE VIE.—50 demi barils eau de vie Reparie 97 degrés.
25 1/2 do do do do 95 do
en dépôt, à vendre par P. CUSACHS,
6 fev Encoignure Condé et St-Philippe

VINS—4 barils d'excellent Madère.
2 barils do Thierry.
25 boites do 1827
en magas